

Message de la Ministre

Les Etats généraux de la diplomatie, exercice sans précédent dans notre ministère, ont permis à nos plus hautes autorités de prendre des décisions structurantes, annoncées par le Président de la République lors de sa visite au Quai d'Orsay le 16 mars.

Je le remercie sincèrement de l'ambition qu'il a développée pour notre maison et de la confiance qu'il lui a témoignée, tout comme je remercie la Première ministre, tant ces décisions vont nous permettre de disposer d'une diplomatie mieux adaptée à un contexte international qui s'est profondément transformé. Le discours du Président de la République vous a été diffusé hier, il fera référence.

Je remercie également le Rapporteur général et son équipe du remarquable travail qu'ils ont réalisé, ainsi que les très nombreux agents du Ministère qui ont participé à cette vaste consultation et les personnalités qui l'ont nourrie de leur réflexion. Ce rapport constitue une contribution essentielle au programme de réformes que je souhaite mettre en œuvre à la demande du Président de la République. Vous trouverez ci-joint le texte intégral du rapport issu des Etats généraux intitulé « Pour un plan de réarmement de la diplomatie française », précédé de la note à la Ministre que m'a adressée le Rapporteur général.

Le chemin que le chef de l'Etat nous a tracé est celui de la reconstruction d'une diplomatie capable d'être au premier rang : une diplomatie conduite par des diplomates de métier, dont le Président de la République a noté les compétences spécifiques et les contraintes particulières auxquelles ils étaient soumis, et une diplomatie forte dans l'interministériel et donc nécessairement ouverte sur celui-ci.

Cet outil d'excellence que vous formez au service des intérêts de la France dans le monde doit suivre dans les quatre années qui viennent quatre transformations :

Première transformation : nous adapter plus rapidement aux changements du monde. Nous devons pouvoir bâtir des partenariats nouveaux en peu de temps, grâce à une meilleure capacité d'anticipation, de meilleures capacités d'analyse politique et un renforcement de notre culture stratégique. **Grâce aussi à une plus grande cohérence de notre action extérieure passant par la centralité du Quai d'Orsay dans la mise en œuvre de la politique extérieure de la France.**

Cette position centrale - et non verticale - doit s'accompagner d'un accroissement des mouvements entrants et sortants de personnels d'encadrement vers et depuis l'interministériel. A ce stade, les mobilités sortantes des cadres supérieurs du Quai d'Orsay vers les autres administrations sont deux fois moins nombreuses que les mobilités entrantes. Nous pouvons davantage rayonner dans l'Etat.

Pour créer une culture internationale commune à l'Etat, il faudra faire du ministère le « centre d'excellence » au service de l'interministériel dans ce domaine, en créant une Académie diplomatique, qui puisse endosser le rôle de formation ouvert à l'ensemble des ministères, de contact avec le monde de la recherche et le grand public et de formation de diplomates étrangers.

Deuxième transformation : investir résolument le champ de l'influence. Le champ de l'influence a été identifié ces dernières années, et plus encore avec la revue nationale stratégique, comme une priorité de l'action de l'Etat à l'international. Pour autant, du fait de l'attrition des moyens, le Quai d'Orsay n'a pas toujours été en mesure de contribuer à cet effort à la mesure de ses capacités.

Il importe donc de **rétablir notre politique d'influence**, qui couvre à la fois notre communication - pour laquelle, en centrale comme dans les ambassades, des adaptations sont nécessaires face à l'accélération du rythme de l'information et l'apparition de nouveaux acteurs, parfois hostiles - mais

aussi notre coopération culturelle. Nous devons donner au réseau des Instituts Français et des Alliances françaises les moyens d'accroître leur impact sur le terrain, d'améliorer et de renforcer nos dispositifs d'attractivité et enfin de systématiser le suivi des publics avec lesquels la France a eu des interactions via sa politique de rayonnement

Troisième transformation : prendre pleinement le tournant des enjeux globaux. Il nous faut, à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, développer nos capacités à former des coalitions sur des enjeux tels que, par exemple, le climat, la biodiversité, l'alimentation, l'éducation, la santé. Autant d'enjeux où les négociations sont complexes et supposent des compétences techniques, qu'il faut parfois importer de l'extérieur. Il faudra aussi prendre en compte des enjeux internationaux non intégrés à ce stade à notre stratégie, tels que la politique énergétique extérieure, les enjeux numériques ou encore la haute technologie comme objet de régulation internationale.

Quatrième transformation : rapprocher davantage la diplomatie des Français. Au-delà de la gestion des crises, qui reste au centre du métier consulaire, il est nécessaire de moderniser nos consulats mais aussi de travailler davantage avec les autres acteurs de l'action extérieure que sont les collectivités territoriales et la société civile. Le développement de l'enseignement français à l'étranger y contribuera aussi, de même que la mise en place d'une réserve diplomatique citoyenne.

Le Président de la République vient de nous donner les moyens de réaliser ces transformations : **+ 700 emplois sur quatre ans et une hausse de notre budget de plus de 20% sur la même période, pour atteindre 7,9 milliards d'euros en 2027.**

C'est une décision dont chacun peut mesurer le caractère historique après trente ans de baisses.

C'est aussi une responsabilité pour nous tous et c'est pourquoi je sais pouvoir compter sur vous pour participer avec votre énergie et votre talent reconnus à faire de ce programme de réformes une réussite au bénéfice de notre pays, de ses intérêts comme de ses valeurs, avec ambition./.